



**European Journal of Turkish Studies**

Social Sciences on Contemporary Turkey

2 | 2005

**THEMATIC ISSUE**

**Hometown Organisations in Turkey**

---

## Politiser la provenance. Les organisations d'originaires de Sivas à Istanbul et Ankara

*Politicizing origin. Sivas natives' organizations in Istanbul and Ankara*

**Élise Massicard**

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ejts/362>

DOI : 10.4000/ejts.362

ISSN : 1773-0546

### Éditeur

EJTS

### Référence électronique

Élise Massicard, « Politiser la provenance. Les organisations d'originaires de Sivas à Istanbul et Ankara », *European Journal of Turkish Studies* [En ligne], 2 | 2005, mis en ligne le 04 mars 2005, consulté le 16 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ejts/362> ; DOI : 10.4000/ejts.362

---



---

Citation : Massicard, Elise (2005) 'Politiser la provenance. Les organisations d'originaires de Sivas à Istanbul et Ankara', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°2 - Hometown Organisations in Turkey, URL : <http://www.ejts.org/document362.html>

To quote a passage, use paragraph (§).

---

## **Politiser la provenance. Les organisations d'originaires de Sivas à Istanbul et Ankara**

Elise Massicard

**Abstract.** This paper aims to disentangle the relationship between *hemşehri* organizations and politics, going beyond issues of vote catching and electoral negotiations. It focuses on Sivaslı organizations in Istanbul and Ankara, which like the Sivas province itself, are very dissimilar. Despite their apolitical image, some *hemşehri* organizations - more openly on the province or sub-province scale, but in some cases even on a village scale - have been political channels. Links with *hemşehri* associations can be functional for political organizations and projects, enabling them to mobilize. For *hemşehri* leaders, engaging in politics can also make sense career-wise, which is demonstrated by the numerous key-players involved in both *hemşehri* and openly political organizations. Yet, the relationship between *hemşehrilik* and politics remains partial, ambiguous and illegitimate.

Cette contribution s'interroge sur les processus de politisation des organisations de *hemşehri* en Turquie, pourtant réputées apolitiques. Jusqu'à présent, les passages et articulations de ces organisations au politique ont principalement été conçus en termes de poids électoral et de clientélisme, donc dans le cadre de la politique institutionnelle et partisane (Schüler 1998 ; Kurtoğlu 2004). Or, il nous semble que celle-ci n'épuise pas la question de la politisation du *hemşehrilik*, que les articulations sont plus diverses et existent également avec d'autres formes d'engagement ou de mobilisation sociale ou politique.

[2] Pour répondre à cette question, nous nous appuyons sur l'étude des organisations de Sivaslı à Istanbul et Ankara. Le choix de Sivas se justifie par deux raisons principales : d'une part, ce département<sup>1</sup> est emblématique de l'exode rural en Turquie : il s'agit du département qui a connu le plus d'émigration en valeur absolue, ce qui s'explique entre autres par sa taille. Les migrants de Sivas représentent le groupe de non-stambouliotes le plus nombreux à Istanbul (Öztürk 1999, [Pérouse 2005](#)). Selon les données du ministère de l'Intérieur, les associations de *hemşehri* les plus nombreuses à Istanbul sont celles de Sivaslı<sup>2</sup>. D'autre part, cette région connaît des clivages forts – principalement confessionnel (entre sunnites et alévis), linguistique et politique - ([Massicard 2001](#)) ; elle permet donc de poser de front la question de la politisation de ces organisations.

[3] Cette contribution n'est pas le produit d'une enquête spécifique. Les données sur lesquelles elle s'appuie ont été récoltées lors de deux recherches de terrain : l'une, effectuée dans le cadre d'un doctorat (1999-2002) consacré au mouvement aléviste (Massicard 2002) ; l'autre était un travail d'envergure plus réduite sur l'inscription de la région de Sivas dans la République de Turquie ([Massicard 2001](#)). Ces deux recherches ont abordé les organisations de *hemşehri* ; cependant, elles ont été menées à partir d'autres questionnements, ce qui donne sans doute lieu à des biais dans l'appréhension de ces phénomènes<sup>3</sup>. Ce texte exploratoire, vise donc avant tout, à partir d'éléments observés, à formuler des interrogations et à proposer des pistes de recherche.

---

<sup>1</sup> Pour rendre les termes des circonscriptions administratives, nous reprenons la terminologie de Bazin (1986).

<sup>2</sup> Nous avons dénombré plus de 330 associations de village de Sivas à Istanbul seulement à partir des listes des interlocuteurs et de leurs organisations.

<sup>3</sup> Comme la sur-représentation des organisations alévises et de gauche, évidente dans ce papier, qui ne doit cependant pas laisser croire qu'elles sont plus nombreuses, ou plus importantes, que les autres.

## I. Une politisation ambiguë

### Un apolitisme revendiqué

[4] Les organisations de *hemşehri* en Turquie sont souvent considérées comme apolitiques. Leur objectif affiché est d'encourager l'entraide et la solidarité, et ce autour d'une provenance commune, d'un 'terroir'. Leur appellation manifeste cette double dimension : Dayanışma ve Güzelleştirme Derneği (association de solidarité et d'embellissement) ; Sivaslılar Eğitim, Kültür ve Yardımlaşma Vakfı (fondation d'éducation, de culture et d'entraide des Sivaslı). À travers le lien social qu'elles produisent et entretiennent, ces organisations sont destinées à dispenser des biens et à rendre service à la population, qu'elle ait migré ici ou soit restée là-bas, selon les cas. L'idée sous-jacente est qu'il faut se rassembler pour préserver la solidarité et défendre l'identité ou le développement local. Cette cause est en apparence détachée des enjeux politiques immédiats (élections, 'problèmes publics'). De ce fait, ces organisations 'échappent à la politique', ou 'ne relèvent pas de la politique', en tant que leurs objectifs et leur orientation effective (telle qu'elle ressort des pratiques et de leurs justifications par les acteurs) ne paraissent pas s'inscrire légitimement dans les finalités, les règles et les façons de faire de l'ordre politique spécialisé', comme l'écrit Jacques Lagroye pour la plupart des activités humaines (2003 : 365).

[5] Cet apolitisme est du reste fréquemment affirmé par les intéressés eux-mêmes. Cette prise de distance s'explique tout d'abord par des contraintes légales : associations et dans une moindre mesure fondations se sont longtemps heurtées à l'interdiction légale d'avoir une quelconque activité politique, sous peine de dissolution<sup>4</sup>. En outre, ces organisations, dans lesquelles cohabitent des membres et des cadres aux orientations la plupart du temps fort différentes, ne peuvent 'tenir' qu'au prix d'une démarcation avec les affaires politiques. D'une manière plus générale, les cadres des organisations de *hemşehri* sont pris dans de multiples contraintes qui les incitent à se distancier publiquement de la politique, entendue comme pratique concurrentielle visant à l'exercice du pouvoir (Siméant 2003 : 183). En Turquie, la politique (*siyaset*) est largement comprise comme le lieu de la compromission, de l'opposition et du conflit, à plus forte raison depuis la période de la 'terreur' - voire

---

<sup>4</sup> Ces interdictions ont été allégées par les réformes constitutionnelles de 1995, puis plus récemment dans le cadre des réformes d'harmonisation à l'Union européenne.

de guerre civile larvée - à la fin des années 1970, puis de la 'dépolitisation' musclée qui a suivi le coup d'Etat de 1980. Dans ce contexte, la neutralité, le caractère moins clivant que les causes politiques, voire l'apolitisme sont les conditions de légitimité de ces organisations (Siméant 2004 : 183).

[6] À plus forte raison, cette démarcation est une condition de la légitimité de toute cause faisant référence à un territoire infra-national, ce qui renvoie à la construction sociale de ce dernier en Turquie. Le territoire infra-national n'est légitime que dans une vision apolitique et quelque peu folklorique, qui se rapproche de l'acception française du 'terroir' (Sauner-Nebioğlu 1995). Dans un cadre fortement unitaire, la seule politique légitime est nationale, et le 'local', comme tout ce qui est infra-national, est largement considéré comme apolitique ; les circonscriptions sont purement administratives et ne sont pas censées avoir de contenu politique et d'identité marquée<sup>5</sup>. Le territoire ne doit pas être politisé ou revendiqué, au risque de tomber dans le séparatisme honni ou, plus communément, dans la catégorie stigmatisée du *bölgecilik*, 'régionalisme' qui implique l'opposition d'intérêts des uns contre ceux des autres. De ce fait, le *hemşehrilik* n'est légitime que s'il désigne une solidarité et une valorisation du terroir, et non s'il est construit en revendication ou en cause susceptible de contribuer à la formation de clivages.

[7] Cependant, de nombreux observateurs s'accordent pour reconnaître une dimension politique aux organisations de *hemşehri*, principalement sous l'angle des liens avec la politique partisane. En effet, ces groupes réunis autour de causes non politiques sont néanmoins susceptibles de peser sur les enjeux électoraux et partisans. Les études se concentrent alors sur le rôle de ces organisations dans la mobilisation de l'électorat originaire d'une région - à partir notamment de l'analyse des pratiques de campagne -, ou encore sur les liens entre les élus et les organisations de *hemşehri* de la région dont ils sont originaires, à travers par exemple la canalisation de ressources (Schüler 1998 : 299-323 ; Kurtoğlu 2004 : 202 s.).

[8] Ce phénomène est largement conçu comme une 'instrumentalisation' des organisations par les partis, ou des partis par les organisations désirant faire avancer leurs intérêts. Loin de considérer ces logiques comme extérieures à la mobilisation, l'instrumentalisant ou la court-circuitant en quelque sorte, bref comme une intervention induite de l'extérieur, illégitime et à ce titre non digne

---

<sup>5</sup> Il est révélateur que l'on parle au niveau local non de politique, mais d'administration (*yerel yönetim*).

d'analyse, nous les considérons comme partie intégrante et indissociable de ces mobilisations, permettant d'expliquer ses formes et ses dynamiques.

[9] Ici se dessine l'ambiguïté fondamentale que cache cet apolitisme affiché : l'une des caractéristiques de ces organisations est leur multifonctionnalité et la variété des finalités qui leur sont assignées de manière simultanée, caractéristique du reste constitutive des organisations de migrants en général (Kurtoğlu 2000 : 312). Notre hypothèse est qu'elles peuvent devenir des bases de politisation, comprise comme 'la constitution d'un rapport au politique se déclinant à la fois sur le mode de la connaissance, de l'évaluation et de l'intérêt, et qui peut soit précéder soit découler de l'activisme au sein d'associations' (Siméant 2003 :169).

[10] Yaşar Narı (1999) souligne que le nombre d'associations de *hemşehri* s'est considérablement accru après 1983 – même si certaines sont antérieures et peuvent remonter aux années 1950 - et avance l'hypothèse selon laquelle, jusqu'au coup d'Etat de 1980, les migrants se réunissaient davantage dans des partis politiques et syndicats. Après cette date, les restrictions très fortes pesant sur la vie politique et syndicale auraient ouvert la voie à la création d'associations de *hemşehri*. En termes de trajectoires personnelles des cadres, cette hypothèse se vérifie dans un nombre appréciable de cas. Selon certains de leurs membres, les associations de *hemşehri* ont servi d'ersatz ou de refuge aux militants dans les années dites de 'dépolitisation' consécutives au coup d'Etat. Ainsi, une ancienne responsable du SİDAD - Sivas Dayanışma Derneği, association de solidarité de Sivas - explique-t-elle : 'Il y avait [dans les années 1980] un besoin de former un environnement social pour tous les gens qui avaient été actifs en politique avant le coup d'Etat. Ils se sont retrouvés dans les organisations de la société civile après 1980, et ce sont notamment les associations de *hemşehri* qui ont joué ce rôle'<sup>6</sup>. Il ne faut pas exclure l'hypothèse qu'ait eu lieu dans cette période un processus de redéfinition des rapports entre secteurs associatif *hemşehri* et politique, de politisation de certaines de ces associations, parallèlement à la venue de militants issus d'organisations partisans ou fortement idéologisées interdites. Il convient en tout état de cause d'analyser plus avant les rapports entre ces secteurs.

---

<sup>6</sup> Une ancienne responsable du SİDAD, Istanbul, 30/10/2000.

### Des niveaux de politisation différenciés ?

[11] Cette politisation dépend-elle du niveau de l'organisation *hemşehri* ? Comme l'indique la citation précédente concernant une organisation de département, elle est plus visible dans les organisations aux niveaux supérieurs, sur une base large (département (*il*), arrondissement (*ilçe*) ou espaces n'ayant pas d'existence administrative) ; mais elle semble également concerner certaines associations de village et leurs regroupements.

[12] Au niveau du département, on distingue pour Sivas deux grandes organisations, toutes deux basées à Istanbul<sup>7</sup>. La première, le SİDAD, est une grande association fondée en 1986 qui a eu jusqu'à sept antennes à Istanbul et plus de 1 000 membres au début des années 1990, avant de connaître une perte de vitesse. D'orientation sociale-démocrate, elle propose des activités culturelles et sociales. La seconde est une puissante fondation, le Sivaslılar Eğitim Kültür ve Yardımaşma Vakfı, créée en 1996, qui a quatre antennes à Istanbul et environ 200 membres<sup>8</sup>. Son directeur est également propriétaire d'un quotidien local, *Bizim Sivas* (notre Sivas). Ouvertement liée à la droite religieuse et nationaliste, cette fondation est active dans la culture, l'éducation (distribution de bourses, foyer d'étudiants), le social (distribution de nourriture, de biens ou de services), et sert d'intermédiaire avec les pouvoirs publics<sup>9</sup>. Les relations entre ces deux organisations sont peu suivies et plutôt mauvaises. À ce niveau de *il*, les organisations sont notoirement politisées, bien que rien dans leur nom ne le laisse deviner.

[13] Les organisations constituées sur la base de l'arrondissement d'origine sont-elles moins politisées ? Certaines semblent se tenir plus à l'écart des luttes partisans et idéologiques. Cependant, ce constat ne saurait être généralisé. Ainsi, l'association culturelle de Divriği (Divriği Kültür Derneği) à Istanbul, fondée en 1952, qui a une branche à Divriği, ne cache pas son orientation sociale-démocrate ; on y trouve des journaux de gauche tels *Atılım* ou *Vatan* et elle organise des

---

<sup>7</sup> Si on exclut le Sivas Hizmet Vakfı, qui n'est pas une organisation de *hemşehri* à proprement parler, mais qui entre dans la catégorie des fondations régionales créées par la préfecture (elle est présidé par le préfet de Sivas). Il s'agit en fait d'un organe semi-officiel de promotion de la région, de son image et des investissements qui peuvent y être faits. Son siège est à Sivas, et elle a une branche à Istanbul.

<sup>8</sup> Il va de soi que le nombre de membres n'a pas le même sens selon qu'il s'agit d'une association ou d'une fondation.

<sup>9</sup> Entretien avec le directeur du Sivaslılar Kültür ve Yardımaşma Vakfı, Istanbul, 23/10/2000.

manifestations, par exemple pour la paix<sup>10</sup>. De même, la neutralité de l'association culturelle et de solidarité de Divriği (DKDD) Divriği Kültür ve Dayanışma Derneği), fondée en 1957 à Ankara <sup>11</sup>, est d'autant plus douteuses qu'y ont adhéré collectivement des cadres et membres du TBP (Parti de l'Unité de la Turquie) social-démocrate et à connotation alévie, dont le directeur était originaire de Divriği, lors de son interdiction en 1980 ; on pourrait multiplier les exemples.

[14] Qu'en est-il au niveau des organisations de village ? La politisation y est moins évidente, mais semble sous-jacente dans certains cas. Ainsi le directeur d'une association de village m'expliquait-il que 'les associations de village font souvent figurer dans leurs calendriers des photos de leur village, ou des lieux importants, comme les *tekke* [couvent de derviches] ; mais nous, comme nous sommes atatürkistes<sup>12</sup>, nous avons préféré mettre des photos d'Atatürk'<sup>13</sup>. La question est dès lors de savoir si Atatürk est un symbole consensuel de 'nationalisme banal' (Billig 1999) ou un signe politique, interrogation semblable à celle de Copeaux et Mauss-Copeaux au sujet du drapeau turc (1998). La seconde hypothèse nous semble plus probable dans le cadre très polarisé de Sivas où la République même est sujet à contestation<sup>14</sup>, comme le laisse d'ailleurs entendre cet extrait d'entretien.

[15] Un autre indice confirme l'hypothèse de la politisation de certaines organisations de village : depuis les années 1990, des projets qui se veulent plus larges que l'entraide, et ayant une dimension politique assumée, prennent leur source dans des regroupements d'associations de village. C'est ainsi qu'en 1994 à Okmeydanı - quartier périphérique d'Istanbul -, une vingtaine d'associations de village alévis de Hafik, un arrondissement de Sivas – concentration imputable à la migration en chaîne - se rassemblent pour former une organisation alévie, qui se rattache ensuite à la fédération nationale Hacı Bektaş Veli. De même, environ 70 associations de village des circonscriptions de Sivas, Kayseri et Yozgat, traversées par le fleuve Kızılırmak, décident en 1993 de

---

<sup>10</sup> L'association regroupe 4 000 membres, et sa revue, *Divriği Harmanı*, tire à 1 000 exemplaires.

<sup>11</sup> L'association regroupait 600 membres au début des années 1990.

<sup>12</sup> Par rapport à kémalisme, le terme 'atatürkisme' désigne un attachement non seulement aux idées, mais à la personne même d'Atatürk.

<sup>13</sup> Un directeur d'association de village de Sivas à Ankara, Ankara, 17/09/1999.

<sup>14</sup> 'C'est ici que la République a été fondée, c'est ici qu'elle sera détruite' est l'un des slogans de la manifestation du 2 juillet 1993 contre un festival culturel d'orientation laïque et de gauche, qui a entraîné la mort de 37 personnes ; cet événement marque les mémoires jusqu'à aujourd'hui, notamment des gens de Sivas.



---

Citation : Massicard, Elise (2005) 'Politiser la provenance. Les organisations d'originaires de Sivas à Istanbul et Ankara', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°2 - Hometown Organisations in Turkey, URL : <http://www.ejts.org/document362.html>  
To quote a passage, use paragraph (§).

---

coopérer dans une organisation plus vaste pour promouvoir des projets sociaux et culturels : 'Nous avons des revendications propres concernant par exemple l'abolition des cours de religion dans les écoles. C'est pour avoir plus de poids dans ces revendications que nous nous regroupons'<sup>15</sup>. Cette vision commune, de coloration sociale-démocrate, s'exprime notamment à travers des activités dans les domaines du social et de l'éducation. Kızılırmak coopère régulièrement avec les syndicats et les organisations alévistes, et participe notamment aux manifestations comme celle du premier mai. Une autre illustration de ce type de regroupement ouvertement politisé d'organisations de village est – pour sortir de Sivas - l'association KAYY-DER (Kiğı, Karakoçan, Adaklı, Yayladere ve Yedisu İlçeleri Sosyal Yardımlaşma ve Kalkındırma ve Kültür Derneği ; association d'entraide sociale, de développement, culturelle des arrondissements de Kiğı, Karakoçan, Adaklı, Yayladere et Yedisu<sup>16</sup>), fondée en 1990 et basée à Istanbul, qui rassemble environ 200 associations de villages en grande majorité alévis et kurdes. Lors de la célébration des douze ans d'existence de l'association étaient présents des cadres de différents partis – ce qui est le cas pour toutes les organisations de *hemşehri* – mais avec une sur-représentation patente du parti nationaliste kurde HADEP. Dans son discours d'ouverture, le directeur de l'association a déclaré que la culture et l'identité kurdes devaient être protégées par la loi. Il a en outre revendiqué le droit à l'éducation et la publication en kurde, l'abolition des cellules carcérales d'isolement, et la nécessité d'une amnistie générale<sup>17</sup>. Le British Council qualifie même cette association d'organisation active dans le domaine des droits de l'homme. On est bien loin ici du registre apolitique du *self-help*...

[16] La politisation des organisations de *hemşehri* ne se limite donc pas aux niveaux supérieurs, mais peut s'étendre aux organisations de village dans certaines conditions, qu'il reste à éclaircir. En outre, bien qu'il n'existe aucun lien formel entre ces organisations de niveaux différents, elles entretiennent des liens et coopèrent occasionnellement, ici encore largement selon des lignes politiques. Ainsi, à la question de son éventuelle coopération avec des organisations d'arrondissement et de village, le directeur du Sivaslılar Kültür ve Yardımlaşma Vakfı répond : 'Oui, nous travaillons avec la fondation de Zara et l'association de Hafik', n'en mentionnant que deux

---

<sup>15</sup> Directeur de l'association Kızılırmak, Ankara, 22/09/1999.

<sup>16</sup> Arrondissements du département d'Elazığ pour les deux premiers, de Bingöl pour les trois derniers.

<sup>17</sup> 'KAYY-DER 12. yılını kutladı', *Özgür Politika*, 10 juin 2002. URL : <http://www.ozgurpolitika.org/2002/06/10/hab04.html>

parmi beaucoup plus existantes. Il précise ensuite, au sujet des relations entre sa fondation et les associations de village : 'Nous les aidons pour leurs activités culturelles, ils sont demandeurs. Même si nous n'avons pas de relation officielle, on peut considérer que nous sommes une forme de confédération.'<sup>18</sup> Pour preuve, dans l'agenda de Sivas que cette fondation publie et diffuse, figure une liste des organisations de Sivaslı à Istanbul avec notamment de nombreuses associations de village. Cependant, cette 'confédération' ne rassemble pas tout le monde : beaucoup d'organisations de villages alévis ne sont pas mentionnées dans cette liste, ce qui renvoie probablement à l'absence de coopération, voire de toute relation entre ces dernières et la fondation marquée à droite, à travers laquelle on peut lire un clivage politique.

#### **Des modes de politisation différenciés**

[17] Kurtoğlu explique l'existence de plusieurs organisations de *hemşehri* pour un même département par des stratégies d'élites : les entrepreneurs préfèrent former un ensemble indépendant plutôt que de se fondre dans un regroupement qu'ils ne maîtrisent pas et à partir duquel ils ne pourront rien monnayer dans l'arène politique, étant entendu qu'il faut être *başkan* (dirigeant) d'une organisation quelconque pour pouvoir être reçu chez un maire ou monnayer quoi que ce soit avec un parti (2000 :318). Dans notre cas, cette explication se vérifie pour le DKDD d'Ankara, indépendant du DKD d'Istanbul (qui a une filiale à Divriği) : même si elles organisent parfois des activités en commun et ont des orientations proches, ces organisations fonctionnent différemment et n'ont pas développé d'articulation formelle.

[18] Cependant, le rapide tableau des organisations de *hemşehri* que nous avons esquissé plus haut semble indiquer que ce sont les clivages sur des bases idéologiques, mais aussi confessionnelles ou ethniques, qui expliquent en grande partie le caractère fragmenté des organisations de *hemşehri* de Sivas. Ainsi, le SİDAD ne s'adresse pas à tous les originaires de Sivas. Selon une ancienne responsable, 'il y a deux grands groupes, il y a ceux qui sont orientés plus vers la religion, et d'un autre côté il y a les alévis. Bon, le SİDAD représente le groupe alévi, de gauche'<sup>19</sup>. De même, l'association Kızılırmak coopère étroitement avec certaines organisations aléviées et son

---

<sup>18</sup> Entretien avec le directeur du Sivaslılar Kültür ve Yardımlaşma Vakfı, Istanbul, 23/10/2000.

<sup>19</sup>. Une ancienne responsable du SİDAD, Istanbul, 30/10/2000.

---

Citation : Massicard, Elise (2005) 'Politiser la provenance. Les organisations d'originaires de Sivas à Istanbul et Ankara', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°2 - Hometown Organisations in Turkey, URL : <http://www.ejts.org/document362.html>  
To quote a passage, use paragraph (§).

---

directeur a été élu en 1999 à la direction du Alevi-Bektaşî Temsilciler Meclisi (Assemblée des Représentants alévis-bektachis). De fait, on s'aperçoit vite qu'elle ne regroupe que des villages alévis et turcs, même si les responsables se défendent de toute discrimination : 'nous ne faisons pas de différence et souhaitons travailler avec tout le monde, mais en fait il y a peu de villages sunnites dans la région et ils ne sont pas très partants pour s'intégrer parmi nous. Par contre, nous avons aussi des villages kurdes, mais ce sont des villages kurdes assimilés, ceux qui ont un peu perdu leur identité kurde. Les villages kurdes un peu nationalistes ne désirent pas participer non plus. De même, les villages tcherkesses ne participent pas<sup>20</sup>, ils sont un peu à l'écart.'<sup>21</sup> Il existe d'ailleurs au sein de l'association un conflit à ce sujet : doit-elle être un regroupement régional (auquel cas il faudrait intégrer les villages sunnites), ou politique ?

[19] De ce fait, la base territoriale de ces associations semble parfois secondaire. Différentes organisations politiquement proches, de même niveau ou de niveaux différents, coopèrent de manière plus ou moins formelle, plus ou moins ponctuelle. Elles dépassent ainsi la référence au territoire. Au milieu des années 1995, les associations d'İmranlı, de Tunceli et de Divriği se rassemblent ainsi dans une 'plate-forme des associations Koçgiri'<sup>22</sup>, structure de coordination sur des questions de politique générale. Concrètement, il s'agissait d'agir en commun face aux opérations armées qui s'étendaient à la région, et dans lesquelles les villageois notamment kurdophones et alévis se retrouvaient pris entre les feux du PKK et ceux de l'armée (Massicard 2001 : 9-12). Il arrive aussi que ces organisations co-organisent certains projets avec des organisations à caractère politique assumé<sup>23</sup>. Ces regroupements constituent donc un vecteur qui permet de mobiliser les groupes au-delà du terroir. La provenance peut ici être considérée comme l'un des canaux à travers lesquels des groupes réduits peuvent être reliés à des projets politiques plus généraux. Ces regroupements sur une base politique jouent donc comme des vecteurs de 'montée en généralité'. Ce faisant, elles dépassent des limites assignées à leurs activités 'non politique', dépassement qui découle d'une réflexion des acteurs sur les objectifs assignés à leur action (Lagroye 2003 : 366).

---

<sup>20</sup> Ceux-ci ont en effet leurs propres réseaux associatifs (Toumarkine 2000).

<sup>21</sup> Directeur de l'association Kızılırmak, Ankara, 22/09/1999.

<sup>22</sup> Ancien directeur de DKD, Ankara, 16/11/2000.

<sup>23</sup> Voir, pour les manifestations pour la paix organisées le 1<sup>er</sup> septembre 2004 par des syndicats de gauche, des partis de gauche et nationaliste kurde, des organisations culturelles, sociales et politiques, mais aussi des organisations de *hemşehri* comme KAYY-DER, DKD à Istanbul et l'association de *hemşehri* de Tunceli. <http://www.bianet.org/php/yazdir.php?DosyaX=../2004/08/30/41592.htm>

[20] Ce dépassement s'apparente parfois à un détournement. Ainsi, le DKD organise des manifestations (concerts etc.) auxquelles participent plus du double du nombre de ses membres. 'Il n'y a pas que nos membres qui viennent à nos manifestations et pas seulement, non plus, des gens de Divriği ; c'est ouvert'<sup>24</sup>. De même, ceux qui viennent à l'association ne sont pas seulement originaires de Divriği. Mais selon le règlement, seuls les originaires de Divriği peuvent être membres. Les autres peuvent être *fahri üyeler* (membres honoraires), ils n'ont pas le droit de vote ni celui d'être élu, mais ils peuvent participer aux activités. Ils constituent environ 13% des membres. Ils viennent 'parce qu'il y a une ambiance, un milieu qu'on ne retrouve pas ailleurs, même pas dans la plupart des associations. Bon, nous avons un statut d'association, et les activités politiques des associations sont limitées. Nous sommes attachés à Divriği, mais toujours avec le souci de parler et de thématiser les problèmes plus larges'<sup>25</sup>. De la même manière, pour le SİDAD, qui ne s'adresse pas qu'aux Sivaslı : 'Il n'y avait pas que des Sivaslı. Simplement, les membres de la direction doivent être de Sivas. Mais chacun entre et sort librement'<sup>26</sup>. La référence au lieu d'origine peut donc cacher une autre identité ou une autre cause. Les organisations de pays constituent un cadre de mobilisation relativement neutre et permettent de transformer des liens *a priori* suspects en simples solidarités géographiques. Dans certains cas, les associations peuvent avoir l'étiquette *hemşehri* mais fonctionner en fait comme l'expression d'identités stigmatisées ou légalement interdites (alévie ou kurde). On peut ici parler de politisation non plus par dépassement, mais par *détournement* de finalités et de dispositifs de l'action collective (Lagroye 2003 : 365).

[21] Dans les deux cas, la dimension idéologique se matérialise souvent par une activité de publication, qui sort de ce fait de la sphère d'interconnaissance, et n'est pas le fait de toutes les organisations de *hemşehri*. Ainsi, KAYY-DER publie depuis 2000 le journal de gauche *Kültürlerin Sesi... Anadolu'nda yaşam* [La voix des cultures... la vie en Anatolie] ; Kızılırmak publie une revue<sup>27</sup>. Pour faire des annonces publiques, par exemple pour les activités qu'elle organise, cette association s'adresse aux radios connues pour leur coloration de gauche<sup>28</sup>. De leur côté, ces radios ou revues –

---

<sup>24</sup> Un membre de la direction de DKD, Istanbul, 13/09/2000.

<sup>25</sup> Un membre de la direction de DKD, Istanbul, 13/09/2000.

<sup>26</sup> Une ancienne responsable du SİDAD, Istanbul, 30/10/2000.

<sup>27</sup> La revue *Kızılırmak*, qui tire à environ 3 000 exemplaires, est distribuée uniquement aux membres par l'intermédiaire des associations de village.

<sup>28</sup> Observation, locaux de l'association Kızılırmak, Ankara, 13/11/2000.

souvent 'communautaires' ou politiquement orientées - diffusent des annonces des activités des associations de villages (le traditionnel pique-nique, pilaf, ou la soirée annuelle) selon leur orientation politique, gratuitement ou à moindre coût, car 'c'est important, nous les considérons comme organisations de la société civile'<sup>29</sup>.

## II. Les logiques d'articulation

[22] Quelles sont, dès lors, les logiques de politisation des organisations de *hemşehri* ? Nous en distinguerons ici deux types : les raisons des organisations politiques de passer par des organisations de *hemşehri* pour mobiliser, et les logiques des entrepreneurs sociaux *hemşehri* oeuvrant pour ce type de passage et de 'requalification' (Lagroye 2003).

### Un vecteur de mobilisation de groupe ?

[23] Ces regroupements ou articulations témoignent de tentatives de mobilisation de groupes et réseaux déjà constitués. Quel est dès lors l'intérêt de mobiliser en passant par des associations de pays ? Celui-ci est évident en termes d'implantation. Dans son étude sur trois quartiers d'Ümraniye, Sema Erder note que, si presque tous les migrants entretiennent des relations avec des *hemşehri* (définis différemment selon les cas), environ 60% maintiennent des liens avec leur lieu de naissance et 75% avec une association de *hemşehri* (1996 : 109-111). Le responsable de l'association explique en termes très pragmatiques le potentiel de mobilisation des organisations de village : 'Nous mobilisons plus qu'un parti, puisque dans les associations de village il y a au moins un membre par foyer (*hane*), c'est obligatoire. En général, il s'agit du chef de famille, mais si celui-ci est policier ou fonctionnaire, il n'a pas le droit de s'engager dans de telles associations, alors c'est sa femme qui est membre, ou bien son fils. De même, il n'y a pas de limitations à être membre comme dans un parti où il faut avoir au moins vingt ans, mais au contraire tout le monde participe, chacun à sa manière, de la naissance à la mort.'<sup>30</sup> Le directeur d'une association de village membre de Kızılırmak explique

---

<sup>29</sup> Une responsable de la programmation de Barış Radio, Istanbul, 28/09/2000.

<sup>30</sup> Directeur de l'association Kızılırmak, Ankara, 22/09/1999.

'toutes les personnes originaires du village sont membres, au moins une personne par famille. Et chaque membre paye une cotisation annuelle, qui est plus élevée pour ceux qui résident à l'étranger'<sup>31</sup>. Le caractère presque obligatoire de l'adhésion fait de ces organisations des 'réservoirs' de mobilisation.

[24] Une ancienne responsable du SİDAD éclaire à son tour les raisons de ce potentiel de mobilisation : 'dans les associations de village, il y a une pression plus forte: on ne peut pas ne pas donner, il faut faire comme les autres, voire plus que les autres'<sup>32</sup>. Or, ce contrôle social n'est pas réductible aux organisations de pays, mais s'étend à l'interconnaissance dans son ensemble. Ainsi, pour financer l'achat d'une église et la transformer en *cemevi*, une association alévie de Berlin devait rassembler une somme considérable. Sa direction a constitué des équipes pour récolter les dons en faisant du porte-à-porte. Mais ces équipes ne sont pas composées au hasard : il s'agit d'équipes de *hemşehri*, composées de personnes importantes, connues. Une équipe de Malatyalı ira chez les Malatyalı, ceux de Sivas chez les Sivaslı... Ils se connaissent : les sollicités pourront donc difficilement refuser, de peur de perdre la face<sup>33</sup>. Ceux qui refusent de donner sont immédiatement ostracisés, non seulement de l'association, mais des cercles d'interconnaissance, ce qui est bien plus grave : 'qu'as-tu fait pour l'alévité ? Rien ? Alors pourquoi viens-tu ici ?'<sup>34</sup>. L'interconnaissance et le contrôle social jouent ici comme canaux d'obligations qui favorisent la mobilisation. Or, loin de toujours préexister aux structures organisationnelles, l'interconnaissance entre *hemşehri* est souvent entretenue, voire créée, par les organisations.

[25] Ainsi, passer par les organisations de *hemşehri* permet de joindre en nombre des personnes prises dans des liens d'obligation, et d'importer dans des projets ou causes plus larges des énergies agrégées au sein d'organisations tenues en apparence hors de la politique. Pour Antony Obershall, un facteur de mobilisation fondamental est l'organisation préalable du groupe (celle-ci pouvant prendre deux formes, communautaire ou associative). Les communautés 'produisent également les liens horizontaux et les sentiments de solidarité à l'intérieur de la collectivité qui peuvent être activés pour la poursuite de buts collectifs et la formation de groupes de

---

<sup>31</sup> Un directeur d'association de village de Sivas à Ankara, Ankara, 17/09/1999.

<sup>32</sup> Une ancienne responsable du SİDAD, Istanbul, 30/10/2000.

<sup>33</sup> Un membre de l'association, Berlin, 12/08/2001.

<sup>34</sup> Un observateur, Berlin, 28/06/1999.

conflits. [...] Loin d'empêcher la mobilisation, l'organisation préexistante du groupe contribue à la motivation à la participation, dans la mesure où elle fournit à la fois un réseau de communications préétabli, des ressources déjà partiellement mobilisées, la présence d'individus ayant les compétences de leaders et une tradition de participation parmi les membres de la collectivité' (Obershall 1973 : 119, 124). Un principe qu'ont bien compris les cadres de la fédération alévie-bektachie<sup>35</sup>, quand elle lance fin 2004 une pétition pour la reconnaissance du statut de lieu de culte aux *cemevi*. 'Question : Combien de signatures avez-vous récolté ? Réponse : À Okmeydanı, environ 3 000. Q : Mais c'est la fondation d'Okmeydanı [la branche stambouliote de la fédération alévie-bektachie] qui organise cela ? R : Non, c'est la fédération directement. Mais nous avons fondé un bureau à la fondation [d'Okmeydanı]. J'ai écrit à toutes les associations de village pour les associer, car elles sont plus près des membres, elles connaissent tout le monde. On a fait une réunion avec elles'<sup>36</sup>. Cette même fédération alévie-bektachie étudie la possibilité d'intégrer en son sein, outre les organisations alévistes<sup>37</sup>, les associations de village alévi<sup>38</sup>.

[26] Pour autant, la mobilisation à partir d'une organisation de pays n'est pas automatique, et il serait simpliste de naturaliser ce lien ([Fliche 2005a](#)). S'il est vrai que les organisations de *hemşehri* sont une destination relativement prisée par les candidats en campagne électorale, c'est probablement davantage au regard de la rareté des canaux de médiation que d'une efficacité prouvée. Derrière l'image d'une clientèle 'captive' qu'entretiennent les organisations de *hemşehri* elles-mêmes, se dessinent cependant des réalités plus complexes. En effet, qui dit interconnaissance dit aussi conflit ; l'engagement du voisin peut aussi constituer un facteur de dissuasion à l'engagement. En témoignent ces inimitiés entre familles et personnalités concurrentes d'un village de Tokat : 'Question : Mais il [le rival] est présent dans l'association de *hemşehri* ?

---

<sup>35</sup> Le bektachisme est une confrérie soufie ; nombre de croyances et rituels alévis et bektachis sont proches. En outre, il existe un lien organisationnel entre le bektachisme et une partie des alévis.

<sup>36</sup> Un responsable d'Istanbul de la fédération alévie-bektachie, ancien cadre de la fondation Hacı Bektas Veli d'Okmeydanı, Istanbul, 28/10/2004.

<sup>37</sup> L'alévitité désigne l'appartenance transmise. En revanche, l'alévisme désigne la mobilisation au nom de l'alévitité, qui l'érige en cause.

<sup>38</sup> Déclaration d'un cadre de la fédération alévie-bektachie dans une réunion avec des dirigeants d'organisations, notamment de *hemşehri*, Istanbul, 5/11/2004. Les réformes dans le cadre de l'harmonisation européenne ont facilité la création de fédérations.

Réponse : Non. Partout où je suis, ils ne viennent pas. Quand je suis allé au village cet été [...] son père est parti ! J'avais annoncé ma venue. [...] Son père est parti pendant plus d'une semaine !<sup>39</sup>.

### **Les logiques individuelles d'articulation**

[27] C'est ainsi que des associations de village peuvent se retrouver prises dans des regroupements, projets ou orientations politiques, alors même que l'on constate en leur sein de nettes différenciations – au moins des comportements électoraux. Il va en effet de soi que ce sont non les villages dans leur ensemble, mais des entrepreneurs sociaux qui mobilisent et oeuvrent à ces regroupements. À l'instar de Johanna Siméant, rappelons que 'les groupes ne se mobilisent pas. Ils sont mobilisés et constitués, par des entrepreneurs, qui pour certains vont se faire les porte-parole d'une population dont ils ne partagent pas toutes les caractéristiques [...] Quand bien même ils en partageraient toutes les caractéristiques, leur situation de porte-parole les place à part de la population des mobilisés en les dotant de rôles sociaux spécifiques puisqu'ils supposent des visions et des intérêts propres' (Siméant 1998 : 53). Il faut donc s'attacher à identifier les agents disposés à effectuer ces articulations et requalifications, à considérer leurs intérêts et leurs raisons d'agir.

[28] Notons tout d'abord qu'il ne s'agit pas forcément de personnes spécialement attachées à leur village ou région d'origine, ni qui y vont souvent. Une responsable du SİDAD avoue ainsi : 'Je suis stambouliote depuis 35 ans maintenant et suis allée pour la dernière fois au village il y a six ans. On se demande jusqu'à quel point nous sommes encore Sivaslı...'<sup>40</sup>. De même, l'étude de Kurtoğlu sur les conseillers municipaux de Keçiören (Ankara) montre que la plupart d'entre eux sont actifs dans des organisations de *hemşehri*, mais que leurs liens avec le terroir sont pour le moins différenciés : très suivis pour certains, beaucoup plus lâches pour d'autres (Kurtoğlu 2004 : 208-216).

[29] Kurtoğlu note en revanche l'importance des organisations de *hemşehri* dans les stratégies d'ascension sociale ou pour atteindre des positions de leadership (Kurtoğlu 2004 : 197). Elle remarque également que la plupart de ces conseillers municipaux sont multipositionnés, c'est-à-dire actifs simultanément dans plusieurs organisations de *hemşehri*. Loin d'être des membres passifs, ils sont fondateurs ou membres de la direction d'au moins une de ces organisations. Celles-

---

<sup>39</sup> Le président d'une association de *hemşehri*, Istanbul, 28/10/2004.

<sup>40</sup> Une ancienne responsable du SİDAD, Istanbul, 30/10/2000.



ci peuvent être de même niveau, mais sont plus souvent de niveaux différents. Plus le niveau de l'association s'élève, plus l'association est un lieu de concurrence politique, et moins ces individus ont besoin d'appartenir à une autre association. Ils ne sont jamais membres uniquement d'une association de village, qui ne constituent pas à elles seules des lieux d'ascension sociale (Kurtoğlu 2000 ; 2004 : 198 s).

[30] Kurtoğlu note que ces 'élites', outre les organisations de *hemşehri*, sont également affiliées à des partis politiques et à d'autres types d'organisation (Kurtoğlu 2000 : 316-317), mais sans s'engager plus avant dans l'analyse de ce multipositionnement. Nous avons également constaté que le multipositionnement constitue une caractéristique centrale des profils et trajectoires de ces passeurs entre 'entreprises de causes' *hemşehri* et politique. Ainsi de cet avocat qui s'engage socialement à partir du milieu des années 1990 : il s'engage dans le SHP puis CHP, où il occupe différentes responsabilités ; simultanément, il devient membre du DKDD (qu'il dirige durant deux mandats au début des années 1990) et, à partir de 1993, d'une association alévie (qu'il dirige à la fin des années 1990). Il est également actif dans les organisations professionnelles et culturelles. Loin de constituer une exception, ce type de profil nous semble caractéristique des entrepreneurs associatifs de ces regroupements *hemşehri* et de ces articulations entre *hemşehrilik* et projets politiques plus larges, qui opèrent des investissements croisés et des passages entre plusieurs registres - *hemşehri* de différents niveaux, identitaire, politique, partisan, professionnel, syndical. Ce multipositionnement est une constante, probablement encouragée et valorisée dans certaines institutions ou réseaux d'institutions (Boltanski 1973 ; Fretel 2004). Nous n'avons pas pu étudier de manière systématique les profils de ces passeurs ; il est probable qu'en ressortirait, comme d'ailleurs pour la France, des caractéristiques sociales spécifiques (Héran 1988). Nous n'avons pas non plus pu analyser la chronologie et la temporalité de ce phénomène : ces multipositionnements sont-ils synchroniques ou diachroniques, et dans ce cas à quel moment intervient l'engagement dans le registre *hemşehri* ? Nous nous contenterons ici de donner quelques indications à partir des personnes actives dans les regroupements politisés d'organisations de *hemşehri*, et de proposer des pistes de réflexion.

[31] Quelles sont les logiques de ces multipositionnements dans les registres *hemşehri* et politique ? Il nous semble que l'approche en termes de stratégies d'élites proposée par Kurtoğlu est

valable ici aussi. Les organisations de *hemşehri* et notamment leur direction peuvent être constituées en tremplin pour accéder à des organisations de niveau supérieur et à des organisations ouvertement politiques. Dans le cadre de ces stratégies d'ascension, on retrouve une hiérarchie entre organisations, comme le montre ce médecin de Divriği basé à Ankara, propriétaire d'une radio, membre du CHP et qui tente une entrée en politique municipale et nationale : 'Question : êtes-vous membre du DKDD ? Réponse : Oui, mais je me déplace à un niveau plus élevé, je joue plus haut, vous comprenez ? Je ne vais pas être candidat pour diriger cette association. Nous avons des objectifs plus élevés. Donc je suis membre, pas particulièrement actif ; ce sont ceux que nous soutenons qui sont élus, en général'<sup>41</sup>.

[32] Dans ce cadre, une logique centrale de multipositionnement semble être l'acquisition d'un portefeuille relationnel dense. Ce phénomène se comprend d'autant mieux si l'on considère l'importance en Turquie des liens pour faire aboutir toute démarche (Fliche 2005b). Certaines de ces organisations fonctionnent en effet comme des structures de notabilisation. Il en est ainsi du DKDD d'Ankara, dont tous les Divriğili qui ont réussi à Ankara sont membres, qu'il s'agisse d'avocats, d'hommes d'affaires ou d'hommes politiques. Tous les députés issus de Divriği, voire de Sivas, actuels ou anciens, en sont membres, et en ont souvent été présidents. Fondée sur l'étiquette et la reconnaissance sociale, cette organisation objective en quelque sorte le statut de certaines personnes ; elle a une fonction d'accréditation et de désignation des personnalités issues de telle ou telle circonscription susceptibles d'obtenir le soutien de leurs pairs et d'occuper des postes importants. Il s'agit ici d'obtenir la reconnaissance de ceux qui sont écoutés.

[33] Mais ce phénomène d'accumulation de capital social n'est pas spécifique au multipositionnement dans *différents* registres. Celui-ci revient à côtoyer des représentants de différents secteurs, donc à diversifier son capital social, à acquérir un rôle de médiation. Remarquons que les organisations de pays sont des lieux d'acquisition de compétences gestionnaires et relationnelles, d'animation, ensuite susceptibles d'être réinvesties ailleurs ; il existe une proximité importante entre les pratiques qui se déroulent dans les organisations *hemşehri* et d'autres types d'organisation, y compris politiques, ce qui peut faciliter le passage d'un registre à l'autre. Les expériences antérieures d'engagement dans des luttes politiques peuvent ici être importantes. D'un

---

<sup>41</sup> Ankara, 14/11/2000.

point de vue individuel, ce passage peut prendre sens à partir de perspectives de réorientation de carrière. Dans ce cadre, le registre politique a une place particulière : le rôle de l'engagement associatif peut constituer une base d'action électorale et un tremplin pour une carrière politique. Soulignons également ici l'influence du système de scrutin (de liste) : c'est dans la grande majorité des cas la direction des partis politiques qui établit les listes candidats, pour toutes les circonscriptions, aux élections législatives comme locales, des consultations internes aux partis étant exceptionnelles. Dans ce cadre, les associations d'originaires, notamment celles qui sont établies à Ankara et à Istanbul, jouent un rôle de pont. La question du passage à des mandats locaux et nationaux de cadres d'organisations *hemşehri* n'a, à notre connaissance, pas été traitée (voir cependant [Hersant 2005](#)), mais mériterait de l'être de manière systématique.

[34] Il serait cependant réducteur de limiter les raisons d'agir des vecteurs de politisation à des ambitions électorales. La politisation d'activités et d'organisations 'extérieures' au jeu politique peut paraître souhaitable à certains pour réaliser des ambitions très ordinaires : élargir le cercle des relations à des acteurs politiques influents pour atteindre plus facilement des objectifs ou encore entretenir la croyance en l'existence de soutiens qui, le moment venu, seront mobilisés. Ils peuvent également attendre de cette politisation d'autres types de profit en la constituant en ressource : reconnaissance de leur propre importance, acquisition d'une notoriété accrue, possibilité d'afficher des relations présumées influentes, et donc appréciées au sein de leur organisation, ce qui n'est pas négligeable en cas de conflit avec des rivaux. Enfin, ils peuvent attendre d'une inscription dans l'espace politique une plus grande visibilité des questions qu'ils prennent en charge ; ce 'recours au politique' est censé à leurs yeux apporter à leur action plus d'efficacité, mais aussi une légitimité accrue et une diffusion élargie auprès de publics intéressés – ou 'intéressables' (Lagroye 2003 : 367-368).

[35] En retour, il est de bon ton pour les hommes politiques de soutenir (au moins verbalement) les organisations de *hemşehri*, ce qui valorise leur propre rôle de recours et montre qu'ils se préoccupent de leur base : un ancien député CHP de Sivas déclare ainsi être en contact régulier avec les associations de *hemşehri* et les soutenir : 'Quand ils ont des problèmes avec un organe officiel, ils font appel à moi'<sup>42</sup>. Cependant, pour les acteurs politiques ou ouvertement

---

<sup>42</sup> Un ancien député CHP de Sivas, Ankara, 23/11/2000.

idéologiques, il convient parfois de maintenir ou de réaffirmer la frontière avec le *hemşehrilik*, pour ne pas laisser courir de soupçons de favoritisme ou de *bölgecilik* et réaffirmer l'importance première de l'intérêt public, seule cause légitime. On regrette alors leur esprit de clocher ou le caractère basement matériel et limité de leurs activités. Ainsi un membre du DKD d'Istanbul explique-t-il : 'les associations de village sont fondées plus pour cet objectif de solidarité, pour développer leur propre village, c'est beaucoup plus limité, l'esprit de clocher. Et aussi la dimension de café, de salon de jeu etc. est très développée dans ces associations. Ici, on ne joue pas [...] Pour l'organisation des manifestations, nous faisons passer des annonces à tous les directeurs d'associations de village, et les invitons à se joindre à l'organisation, à participer aux réunions. Mais ils ne viennent pas beaucoup. La plupart n'ont pas envie de s'ouvrir vers l'extérieur, et s'en fichent de Divriği en général'<sup>43</sup>. De même, une responsable du SİDAD qualifie les relations entre le SİDAD et les associations de village de 'bizarres' : 'les associations de village s'occupent d'accroître la solidarité dans un village, de lui fournir une infrastructure, etc. C'est tout ce dont ils se préoccupent. Ils organisent un ou deux pique-nique par an. Alors que nous essayions d'inscrire les problèmes politiques plus généraux de la Turquie à l'agenda. Et puis, ils ne peuvent pas tout faire'<sup>44</sup>.

### III. Quelques effets de la politisation

[36] Pour finir, nous voudrions esquisser quelques-unes des conséquences de la politisation de ces organisations de *hemşehri*. L'intrusion de préoccupations et d'objectifs relevant de la politique est largement perçue comme un danger pour la réalisation de leurs finalités. Elle suscite l'inquiétude, l'indignation, le refus (Lagroye 2003 : 365). Comment est gérée cette ambiguïté au jour le jour ?

[37] Tout d'abord, cette politisation est souvent partielle. Les 'passeurs' ont en effet conscience des risques attachés à l'éventuelle visibilité de leur complicité avec la politique : elle est susceptible de cliver fortement l'organisation ou ses membres, de faire perdre certains soutiens nécessaires aux finalités de l'organisation ou de provoquer des rumeurs concernant leur propre 'carriérisme'. Dans le souci de limiter ces effets négatifs, les passeurs requalifient dans le registre politique une partie seulement des finalités assignées à l'organisation, dans certaines circonstances,

---

<sup>43</sup> Un membre de la direction de DKD, Istanbul, 13/09/2000.

<sup>44</sup> Une ancienne responsable du SİDAD, Istanbul, 30/10/2000.

devant certains publics et à certains moments. Dans d'autres occasions, ils maintiennent ou mettent en avant la ligne de démarcation, l'ordre apparent des spécialisations et des séparations. Ainsi, la politisation n'est pas toujours explicite ni assumée ; la frontière même entre ces deux univers est un objet de luttes.

[38] Elle est souvent impulsée par la direction, parfois par une seule personne facilement identifiable ; non seulement tous les membres de l'organisation ne sont pas forcément d'accord, mais en outre ils ne sont pas nécessairement informés. Nous rejoignons ici les conclusions de Kurtoğlu (2000) qui nuance et contextualise l'image d'un lien entre un groupe ou une organisation de *hemşehri* et un parti politique. Fortement dépendant du type de concurrence à l'intérieur de l'organisation, ce lien peut s'avérer très volatile, en fonction stratégie des dirigeants. Le caractère seulement en partie volontaire de l'adhésion à ces organisations implique que beaucoup de membres, plutôt que de s'opposer ouvertement, sont *de facto* indifférents ou passifs ; ils se contentent de ce que la pression sociale les oblige à faire, sans suivre. Dans le modèle d'Albert Hirschman, un individu mécontent peut faire défection (*exit*) ou rester dans le groupe ; il a alors le choix entre la prise de parole (*voice*) - c'est-à-dire une participation protestataire pour modifier le fonctionnement de l'organisation ou les relations sociales dans un sens souhaité - et la fidélité silencieuse malgré tout (*loyalty*). Ce dernier cas peut cacher une apathie : 'l'apathie [...] n'ouvre pas le conflit et ainsi contribue à reproduire le contrôle social, mais provoque une détérioration de la coopération. Dans la mesure où il n'adhère plus à la fidélité de la relation, où il profite de son statut, où il en fait le moins possible, où il contribue peu ou mal à la réalisation des objectifs, où il ne prend plus d'initiatives visant à améliorer la qualité du produit de la coopération, l'individu apathique le détériore' (Bajoit 1988 : 332).

[39] On comprend mieux alors l'importante fluctuation dans l'activité et les membres de ces associations. Nombre d'organisations de *hemşehri* connaissent des mouvements cycliques, restant parfois en veilleuse durant plusieurs mois ou années avant de renaître brusquement. Ces variations s'expliquent entre autres par les stratégies de mobilisation par des entrepreneurs dans des stratégies d'ascension sociale. Certains peuvent ainsi bâtir ou remettre sur pied des organisations laissées plus ou moins en jachère durant plusieurs années, les monnayer auprès de mouvements plus larges pour passer dans des sphères plus élevées, avant éventuellement de les délaissier à leur tour (Fretel

---

Citation : Massicard, Elise (2005) 'Politiser la provenance. Les organisations d'originaires de Sivas à Istanbul et Ankara', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°2 - Hometown Organisations in Turkey, URL : <http://www.ejts.org/document362.html>  
To quote a passage, use paragraph (§).

---

2004 : 69). Ainsi de ce cadre associatif : 'Je suis entré dans DKDD en 1991, deux mois avant de devenir directeur. Question : Comment êtes-vous devenu directeur aussi vite ? Réponse : Et bien en fait l'association est très ancienne, elle a été fondée en 1957. Et lorsque je suis arrivé les dirigeants étaient un peu las, ils ne faisaient pas grand-chose. Et il y avait un groupe de gens, avec lesquels nous avons formé une liste, qui étaient jeunes, tous diplômés de l'enseignement supérieur, souvent jeunes cadres dynamiques, qui avaient du succès, qui avaient leur propre entreprise et étaient appréciés de leur entourage. C'était sans doute aussi mon cas. Nous avons formé une belle liste, qui a bien plu. Et nous avons été élus.'<sup>45</sup>

[40] Dans certains cas cependant, les précautions des passeurs et le recours à la passivité des mécontents ne permet pas d'éviter des conflits engendrés ou amplifiés par la politisation. Il peut s'agir de conflits entre ceux qui plaident ou agissent pour une politisation contrôlée et ceux qui veulent préserver le *hemşehrilik* de la politique. Il peut s'agir aussi d'affrontements entre partisans d'orientations politiques opposées : 'Question : Vous avez une association de village ? Réponse : Oui, mais elle n'est pas très active. Le directeur s'est engagé dans la fondation CEM<sup>46</sup> ; on va s'arranger pour le faire partir'<sup>47</sup>.

[41] Enfin, la politisation assumée peut conduire à l'invention de pratiques conçues comme indissociablement politiques et de terroir, dans lesquels le territoire devient symbole d'une identité, voire d'une orientation politique, phénomène particulièrement marqué dans le cas de Sivas ([Massicard](#) 2001). La référence à Sivas, même généralisée, n'est pas commune : alors qu'elle devrait réunir, elle contribue à cliver. Cette politisation peut devenir un frein aux objectifs premiers des organisations de *hemşehri*, la solidarité et le développement local. Ainsi s'était formé au sein du SİDAD – alors la seule organisation de *il* de Sivas à Istanbul - un groupe d'industriels de moyenne et grande envergure qui tentaient de trouver des emplois aux Sivaslı à Istanbul, et de faire pression pour le développement de la région de Sivas. Réalisant que cette option ouvertement politique lui enlevait des soutiens potentiels voire lui fermait des portes, ce groupe s'est ensuite détaché du SİDAD, optant pour se tenir à égale distance des organisations<sup>48</sup>. Mais ce passé est resté présent, et

---

<sup>45</sup> Avocat, ancien directeur du DKDD, Ankara, 14/11/2000.

<sup>46</sup> Il s'agit d'une fondation alévie d'orientation religieuse et conservatrice.

<sup>47</sup> Un membre du DKDD, Ankara, 16/11/2000.

<sup>48</sup> Un cadre de *Sivas İşadamları grubu*, Istanbul, 25/10/2000.

le Sivaslılar Eğitim, Kültür ve Yardımlaşma Vakfı a constitué son propre groupe d'hommes d'affaires, visiblement de plus petite envergure, qui le soutient.

## Conclusion

[42] Par la prégnance de ses clivages sociaux et politiques, Sivas est un cas particulier. Les phénomènes que nous avons observés ne peuvent donc pas être généralisés sans précaution à d'autres régions ni à la Turquie dans son ensemble. Cependant, cette analyse à partir de Sivas permet au moins de mettre en évidence certains phénomènes plus marqués qu'ailleurs, et de formuler des interrogations plus générales.

[43] Illégitimes notamment depuis les années 1980, les rapports des organisations des associations de pays au politique nous semblent cependant indissociables de l'articulation de certaines d'entre elles à la vie publique, et nécessaires à la compréhension de certains engagements et (multi-)positionnements. Ces rapports permettent de poser l'hypothèse d'un lien entre le degré d'insertion dans le *hemşehrilik* et l'intérêt pour la politique au niveau individuel. L'engagement dans le champ politique reste cependant partiel, ambigu, et pas toujours assumé. Les usages politiques de ces organisations sont pluriels et méritent d'être étudiés de manière plus systématique.

[44] Au final, la politisation du *hemşehrilik* pose la question de la sectorisation et des passages entre différents champs sociaux. Une approche en termes de trajectoires d'acteurs et de multipositionnement devrait permettre de comprendre sous une lumière nouvelle les rapports de pouvoir en Turquie, à différents niveaux.

---

Citation : Massicard, Elise (2005) 'Politiser la provenance. Les organisations d'originaires de Sivas à Istanbul et Ankara', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°2 - Hometown Organisations in Turkey, URL : <http://www.ejts.org/document362.html>  
To quote a passage, use paragraph (§).

---

## Liste des abréviations

CHP : *Cumhuriyet Halk Partisi*, Parti Républicain du Peuple

DKD : *Divriği Kültür Derneği*, association culturelle de Divriği

DKDD : *Divriği Kültür ve Dayanışma Derneği*, association culturelle et de solidarité de Divriği

KAYY-DER : *Kığı, Karakoçan, Adaklı, Yayladere ve Yedisu İlçeleri Sosyal Yardımlaşma ve Kalkındırma ve Kültür Derneği*; association d'entraide sociale, de développement, culturelle des arrondissements de Kığı, Karakoçan, Adaklı, Yayladere et Yedisu

PKK : *Partiya Karkaren Kurdistan*, Parti des Travailleurs du Kurdistan

SİDAD : *Sivas Dayanışma Derneği*, association de solidarité de Sivas



---

Citation : Massicard, Elise (2005) 'Politiser la provenance. Les organisations d'originaires de Sivas à Istanbul et Ankara', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°2 - Hometown Organisations in Turkey, URL : <http://www.ejts.org/document362.html>  
To quote a passage, use paragraph (§).

---

## References

Bajoit, Guy (1988) 'Exit, voice, loyalty... and apathy. Les réactions individuelles au mécontentement', *Revue française de sociologie*, XXIX, pp. 325-345.

Bazin, Marcel (1986) 'Les disparités régionales en Turquie', in Gokalp, Altan (dir.), *La Turquie en transition : disparités, identités, pouvoirs*, Paris, Maisonneuve-Larose, p.17-47.

Billig, Michael (1999) *Banal Nationalism*, Londres, Sage.

Boltanski, Luc (1973) 'L'espace positionnel. Multiplicité des positions institutionnelles et habitus de classe', *Revue française de sociologie* XIV, pp. 3-26.

Copeaux, Etienne ; Mauss-Copeaux Claire (1998) 'Le drapeau turc, emblème de la nation ou signe politique ?' *CEMOTI* n° 26, pp. 71-80.

Erder, Sema (1996) *Istanbul'a bir Kent konu : Ümraniye*, Istanbul, İletişim.

Fliche, Benoit (2005a) 'Hemşehrilik and the village: the stakes of an association of former villagers in Ankara', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°2, Hometown Organisations in Turkey, URL : <http://www.ejts.org/document385.html>

Fliche, Benoit (2005b) 'De l'action réticulaire à la recherche du semblable, ou comment faire lien avec l'administration', in Dorronsoro, Gilles (dir.) *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, Paris, CNRS Éditions, pp. 147-166.

Fretel, Julien (2004) 'Le parti comme fabrique de notables. Réflexions sur les pratiques notabliaires des élus de l'UDF', *Politix* n°65, pp. 45-72.

Héran, François (1988) 'Au cœur du réseau associatif : les multi-adhérents', *Economie et statistiques*, n°208, pp. 33-44.

Hersant, Jeanne (2005) 'Les associations de migrants originaires de Thrace occidentale (Grèce) à Bursa et Zeytinburnu : pratiques politiques et figures du notable', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°2, Hometown Organisations in Turkey, URL : <http://www.ejts.org/document368.html>

Kurtoğlu, Ayça (2000) 'Hemşehrilik Dernekleri, Siyaset ve Elit Stratejileri', *Mübeccel Kıray için Yazılar*, Ankara, Bağlam yy, pp. 307-319.

Kurtoğlu, Ayça (2004) *Hemşehrilik ve Şehirde Siyaset*, Istanbul, İletişim.

Lagroye, Jacques (2003) 'Les processus de politisation', in Lagroye, Jacques (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, pp. 359-372.

Massicard, Elise (2001) 'Sivas, une région de Turquie entre local et global', *Etude du CERI* n°79, URL : <http://www.ceri-sciences-po.org/publica/etude79.pdf>

Massicard, Elise (2002), *Construction identitaire, territorialité et mobilisation politique : le mouvement aléviste en Turquie et en Allemagne depuis la fin des années 1980*, thèse de doctorat, Institut d'Etudes Politiques de Paris.

---

Citation : Massicard, Elise (2005) 'Politiser la provenance. Les organisations d'originaires de Sivas à Istanbul et Ankara', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°2 - Hometown Organisations in Turkey, URL : <http://www.ejts.org/document362.html>  
To quote a passage, use paragraph (§).

---

Narı, Yaşar (1999) *Bursa Kent Merkezinde Faaliyet gösteren Hemşehri Dernekleri ve bu Derneklerin Bursa'nın sosyo-politik Yapısına Katkıları*, Yüksek Lisans tezi, İstanbul, Marmara Üniversitesi.

Obershall, Antony (1973) *Social Conflicts and Social Movements*, Englewood Cliffs, Prentice Hall.

Öztürk, Neşe (1999), 'İllegaleşen Kent İstanbul', *Bilim ve Ütopya* n°65, pp. 9-22.

Pérouse, Jean-François (2005) 'Phénomène migratoire, formation et différenciation des associations de hemşehri à Istanbul : chronologies et géographies croisées', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°2, Hometown Organisations in Turkey, URL : <http://www.ejts.org/document369.html>

Sauner-Nebioğlu, Marie-Hélène (1995) *Evolution des pratiques alimentaires en Turquie : Analyse comparative*, Berlin, Klaus Schwarz Verlag, 1995.

Siméant, Johanna (1998) *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences-Po.

Siméant, Johanna (2003) 'Un humanitaire 'apolitique' ? Démarcations, socialisations au politique et espaces de la réalisation de soi', in Lagroye, Jacques (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, pp. 163-196.

Schüler, Harald (1998) *Die türkischen Parteien und ihre Mitglieder*, Hambourg, Schriften des Orient-Instituts.

Toumarkine, Alexandre (2000) 'Balkan and Caucasian Immigrant Associations: Community and Politics', in Yerasimos, Stephane ; Seufert, Günter; Vorhoff, Karin (eds.), *Civil Society in the Grip of Nationalism, Studies on Political Culture in Contemporary Turkey*, Istanbul, Orient-Institut, pp. 403-432.